



Trouver le droit chemin budgétaire

2010/1
13 | 01 | 2011



Dans son rapport l'itinera Institute propose des recommandations suivantes:

Recommendations

- une élimination graduelle des mesures de relance ne suffira pas.
- la politique budgétaire peut être mise sur pilote automatique via l'Automatic Budget System
- le déraillement budgétaire a eu lieu surtout à cause de dépenses supplémentaires et c'est donc surtout là qu'il faut apporter une correction.
- nous ne devons pas seulement mettre fin au déficit budgétaire, nous devons aussi réaliser des excédents pour réduire la dette élevée.
- il est important de ne pas regarder aveuglément les bénéfices budgétaires générés par le redressement économique: nous savons que cette aubaine ne fait pas le poids face à l'augmentation des dépenses sociales découlant du vieillissement.
- les pays se trouvant sous un important niveau de stress, n'ont d'autres choix que d'épargner vigoureusement. Cela peut être essentiel pour gagner la confiance et montrer que la politique prend la situation budgétaire très au sérieux. Dans le cas contraire, la prime de risque exigée peut tellement déraiper que l'étranglement créé par des charges d'intérêt plus élevées et un effet boule de neige qui en découle devient incontrôlable. Pour 2011, nous devons idéalement et de manière significative ramener notre déficit sous la barre des 4%.
- l'idée est d'avoir une coordination entre la politique monétaire et la politique budgétaire. De cette façon, la banque centrale ne doit pas relever trop vite le taux d'intérêt vu que le risque d'inflation diminue lorsque des efforts d'assainissement budgétaire sont réalisés.

- les mesures dans le secteur public sont plutôt considérées en Europe comme une forme de solidarité de la part d'un groupe relativement protégé des conséquences de la crise, contrairement aux salariés du secteur privé. Des mesures sont également adoptées afin de maintenir les fonctionnaires plus longtemps en service et de ne remplacer qu'une partie des personnes qui quittent spontanément.
- il ne suffit pas dans notre pays de geler les dépenses en termes réels. Il faudra passer par un long processus avant de pouvoir réaliser une épargne significative en agissant de la sorte. Une opération de type 'douche froide' peut générer un important effet de choc avec pour conséquence favorable, un plus faible taux d'intérêt. Pour cela, il faut à tout prix créer une vaste base sociale
- les réformes qui touchent les dépenses de consommation des pouvoirs publics, comme les salaires, les subsides et les transferts à long terme sont celles qui produisent le plus d'effets favorables sur la croissance économique. Ceci peut aller de pair avec la préservation maximale des plus faibles en réalisant des dépenses sociales plus sélectives
- un comité ad hoc d'assainissement budgétaire peut débiter la préparation du budget et identifier les mesures d'épargne avec une attention suffisante sur les détails pour en garantir la crédibilité.
- La Belgique peut regarder le cadre international de manière à renforcer la pression en voyant l'engagement de ses pairs.
- Il est essentiel d'adopter une stratégie de long terme qui part d'un objectif crédible de réduction de la dette publique.

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables.